

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clare HART.

Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2020-2021 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier bénéficie d'un riche tissu d'associations culturelles, éducatives et sportives, qui contribue à faire rayonner le vivre-ensemble montpellierain. Pour répondre aux besoins d'espace de celles-ci et soutenir leurs activités, les équipements scolaires de la Ville constituent un vivier de locaux disponibles.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L.212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité de l'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Ville, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (articles L.2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

Nom de l'association	Adresse du siège	Ecole mise à disposition	montant de la subvention en nature du 01/09/2020 au 31/12/2020	montant de la subvention en nature du 01/01/2021 au 06/07/2021	montant total de la subvention en nature
Chœur Universitaire Montpellier	136 rue Del Miéjour - 34070 Montpellier	Jean Moulin	70,00 €	210,00 €	280,00 €
La Maison du Judo	93 rue du faubourg Boutonnet 34090 Mtp	Jean Sibelius Pottier	800,00 €	1 280,00 €	2 080,00 €
ARECREE (Association Récréative de l'Ecole d'Estanove)	424, rue du Lavandin 34070 Montpellier	Winston Churchill	155,00 €	265,00 €	420,00 €
Compagnie Tempo Théâtre	49 rue de la Figairasse 34070 Montpellier	Winston Churchill	700,00 €	735,00 €	1 435,00 €

Hérault Sport	Maison Département ale des Sports Nelson Mandéla Zac Pierres Vives 66 esplanade de l'Egalité BP 7250 34086 Montpellier	Denis Diderot	180,00 €	360,00 €	540,00 €
Gammes- Alisé	6 rue Saint Barthélémy 34000 Montpellier	Jean Zay	187,50 €	307,50 €	495,00 €
Carthage	53 avenue de Fontcaude - 34990 JUVIGNAC	Julie Daubié	405,00 €	615,00 €	1 020,00 €
Chorale les Voix'zines	8 rue Saint Cléophas 34070 Montpellier	Marceline Desbordes- Valmore	130,00 €	220,00 €	350,00 €
Balthazar, Centre des Arts du Cirque	16, rue Toiras - 34000 Montpellier	Frédéric Bazille - Docteur Roux	115,00 €	185,00 €	300,00 €
UFOLEP 34	Maison des Sports Nelson Mandela Zac Pierresvives 66 esplanade de l'Egalité 34086 Montpellier cedex 4	Louis Armstrong	180,00 €	255,00 €	435,00 €
		Simon Bolivar	630,00 €	770,00 €	1 400,00 €
		Guiseppe Garibaldi	795,00 €	1 085,00 €	1 880,00 €
		Victor Schœlcher	825,00 €	1 085,00 €	1 910,00 €
Du vent dans les voix	360, rue des Acconiers - 34070 Montpellier	Jeanne d'Arc	175,00 €	287,50 €	462,50 €
Corps en Devenir	949 avenue Louis Ravas 34080 Montpellier	Victor Duruy	130,00 €	200,00 €	330,00 €
OBBY	82 allée de Corfou Résidence le Moulin APT 821 34000 Montpellier	Blaise Pascal	510,00 €	540,00 €	1 050,00 €
		Jean Jaurès	270,00 €	270,00 €	540,00 €
		Jean Macé	270,00 €	270,00 €	540,00 €
		Jean Moulin	530,00 €	540,00 €	1 070,00 €
		Jean Zay	550,00 €	540,00 €	1 090,00 €

		Paul Painlevé	275,00 €	270,00 €	545,00 €
		Périclès	275,00 €	270,00 €	545,00 €
La boutique d'écriture	76 rue du Faubourg Figuerolles 34070 Montpellier	Docteur Roux	597,50 €	945,00 €	1 542,50 €
		TOTAUX	8 755,00 €	11 505,00 €	20 260,00 €

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville pour un total de 20 260 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique BRUNET.

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle de convention de mise à disposition de locaux scolaires

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-135586-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.